

L'insertion sociale et professionnelle



**Permettre au salarié
d'être acteur
et moteur dans
son parcours**

Chaque année, Espaces conduit près de 300 personnes en difficulté sociale et professionnelle vers l'emploi ou la formation grâce à des parcours en chantier d'insertion.

Les salariés en chantier d'insertion

Agents d'environnement, adjoints de chantier, éco-animateurs, ou éco-ressourceurs, en contrat d'insertion de 26 à 35 heures hebdomadaires, ils aménagent, entretiennent, animent des espaces de nature en Ile-de-France, gèrent la ressourcerie La P'tite Boutique ou encore le Café solidaire du Jardin du Piqueur.

En 2021, 294 personnes ont été salariées par Espaces en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI). Le parcours d'insertion proposé leur permet de développer de nouvelles compétences dans les métiers de la transition écologique, notamment au travers du travail de maraîchage urbain (toitures fertiles, micro-ferme...), de restauration de milieux humides, d'écopâturage ou de vente en ressourcerie. Leurs efforts portent des engagements pour le climat (trame verte et bleue) mais également pour

l'économie circulaire (consommer mieux avec les ressources locales au service de «la ville comestible») et pour une gestion résiliente des milieux (exemple avec la gestion zéro phyto). Tous les salariés sont accompagnés vers des emplois d'avenir grâce à des formations dispensées par des permanents et bénévoles de l'association.

En 2021, le taux de sorties dynamiques des salariés (total des sorties en emploi et en formation) est légèrement supérieur à 70% (67% en 2020). 47 salariés ont obtenu

(suite page 8) ■■■



Le Fonds social européen soutient l'insertion

En 2021, le Fonds social européen a poursuivi son soutien à Espaces en coordination avec le Plan local pour l'insertion et l'emploi de Nanterre. Dix demandeurs d'emploi de longue durée ont été accueillis et accompagnés et bénéficient de formations en lien avec leur activité à Espaces ou leur projet professionnel.





294 salariés en insertion

47

Femmes

247

Hommes

L'ÂGE À L'ENTRÉE

56 19 % Moins de 26 ans

84 29 % 27 à 34 ans

98 33 % 35 à 50 ans

50 17 % 51 à 59 ans

6 2 % Plus de 60 ans

RESSOURCES À L'ENTRÉE

142 48 % RSA

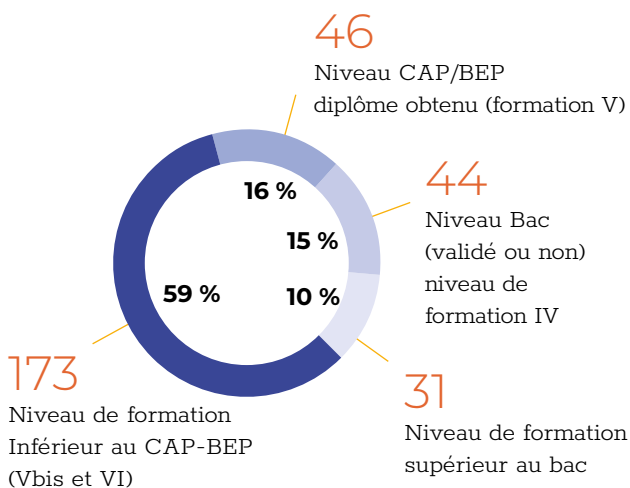
49 17 % Sans ressources plus de 26 ans

47 16 % Sans ressources moins de 26 ans

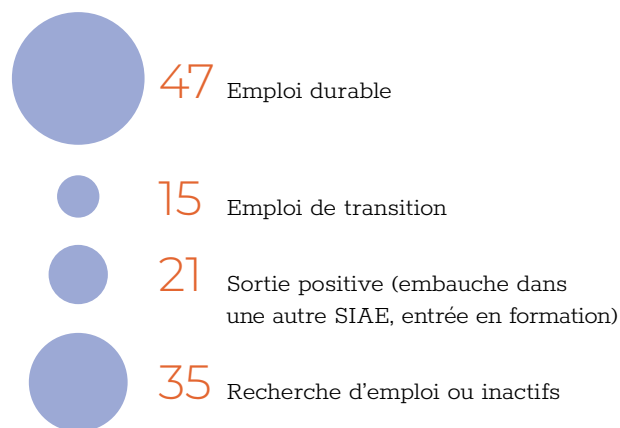
38 13 % ARE / ASS

18 6 % AAH

LE NIVEAU DE FORMATION



SORTIES (SUR UN TOTAL DE 118 PERSONNES)



DE QUELLES COMMUNES VIENNENT LES SALARIÉS EN INSERTION ?

75 Paris (60)

77 Seine-et-Marne (1)
La Ferté-sous-Jouarre (1)

78 Grand Paris Seine et Oise (10)
Achères (2), Conflans-Sainte-Honorine (2), Les Mureaux (2), Mantes-la-Jolie (1), Poissy (1), Vernouillet (1), Villennes-sur-Seine (1)

Saint-Quentin-en-Yvelines (9)
Guyancourt (2), La Verrière (2), Maurepas (1), Plaisir (1), Trappes (3)

Versailles Grand Parc (8)
Buc (1), La Celle-Saint-Cloud (1), Le Chesnay (1), Versailles (3), Viroflay (2)

Autres 78 (4)
Beynes (1), Bonnières-sur-Seine (1), Maule (1), Saint-Germain-de-la-Grange (1)

92 Boucle Nord de Seine (12)
Asnières-sur-Seine (2), Bois-Colombes (1), Clichy (2), Colombes (6), Gennevilliers (1)
Grand Paris Seine Ouest (70)

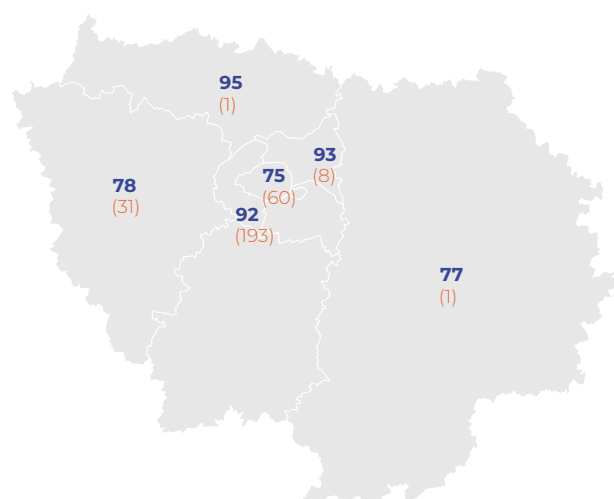
Boulogne-Billancourt (20), Chaville (14), Issy-les-Moulineaux (8), Meudon (10), Sèvres (7), Vanves (7), Ville-d'Avray (4)

Paris Ouest La Défense (71)
Courbevoie (6), Garches (4), Levallois-Perret (6), Nanterre (32), Neuilly-sur-Seine (2), Puteaux (7), Saint-Cloud (9), Suresnes (4), Vaucresson (1)

Vallée Sud Grand Paris (40)
Antony (11), Bagneux (5), Châtenay-Malabry (3), Clamart (4), Fontenay-aux-Roses (4), Le Plessis-Robinson (2), Malakoff (5), Montrouge (5), Sceaux (1)

93 Seine-Saint-Denis (8)
Aubervilliers (1), Aulnay-sous-Bois (1), Bagnole (1), Noisy-le-Sec (1), Pierrefitte-sur-Seine (1), Romainville (1), Villetaneuse (2)

95 Val-d'Oise (1)
Saint-Leu-la-Forêt (1)



Dispositif Premières heures 92

Dispositif
Premières
Heures

Le Dispositif premières heures propose des activités variées et un rythme adapté à chacun, tout en étant accompagné pour son insertion. Espaces porte ce projet pour le collectif départemental d'associations de solidarité Citoyens Fraternel 92. Ce dispositif est mis en œuvre grâce au travail en réseau de plus de 30 structures de solidarité et au soutien financier de grandes entreprises du département, en partenariat avec la Drieites. L'année 2021 a été marquée par l'entrée de trois nouvelles structures proposant des missions (couture, entretien) : La Résidence Sociale EMP (Levallois-Perret), Reprise (Antony) qui forme les demandeurs d'asile et les réfugiés au métier de couturier, modéliste et prototypiste, et la Société protectrice des oiseaux des villes (SPOV). Citons aussi Espero (photo), CultiCime et La P'tite Boutique (Espaces). En 2021, 54 personnes ont été accompagnées avec réussite : accès à l'emploi durable, aux droits, à l'hébergement et au logement, à la formation et aux soins.

www.citoyensfraternels.org



Maraîchage chez Espero

des emplois durables, et parmi ces 47 salariés, 19 ont été embauchés en CDI 8 ont intégré la fonction publique, 16 ont signé un CDD d'une durée de plus de 6 mois et 4 ont créé leur entreprise. On note 15 emplois de transition et 21 sorties positives (embauche pour une durée déterminée dans une autre structure de l'IAE, entrée en formation qualifiante). 75% des suites de parcours en emploi concernent le domaine du paysage, attestant de l'efficacité de la formation dispensée dans les équipes.

Vers l'emploi ou la formation

Tout au long de leur parcours et durant leur temps de travail, les salariés bénéficient d'un accompagnement socio-professionnel visant à stabiliser les situations sociales et personnelles, favoriser l'employabilité puis l'accès à un autre emploi ou une formation. Le conseiller en insertion professionnelle est en relation étroite avec les encadrants et la coordinatrice formation d'Espaces. Il s'appuie sur un réseau de partenaires et sur l'aide de bénévoles investis. Les bénévoles interviennent, au siège, pour animer des ateliers de remise à niveau, donner des cours de français à visée professionnelle, apporter une aide dans les démarches administratives d'accès aux droits ou au logement, ou encore appuyer les recherches d'emploi. Ils participent également à la préparation aux jurys de certification de compétences. Des passerelles avec l'entreprise classique peuvent être proposées par :

- des mises en situation en milieu professionnel (PMSMP) pour valider un projet d'insertion, acquérir de nouvelles compétences ou initier une démarche de recrutement ; en 2021, 46 PMSMP ont été réalisées par les salariés en parcours ;
- l'inscription au jury de certification de compétences qui facilite l'étude des candidatures par des professionnels des espaces verts, de l'animation ou du maraîchage ;
- des activités proposées dans le cadre de contrats de sous-traitance, notamment au travers de clauses sociales ;

Fondation
de
France

Sortir de la délinquance, le soutien de la Fondation de France

Espaces a toujours accueilli des personnes placées sous main de justice au sein de ses équipes en chantier d'insertion. Pionnière en la matière, l'association est le seul atelier et chantier d'insertion (ACI) du territoire à offrir une possibilité de placement à l'extérieur sans hébergement dans ses équipes. Cette année, le soutien de la Fondation de France dans le cadre du « Programme prison : Sortir de la délinquance » a permis de recruter un nouveau conseiller en insertion et de renforcer l'accompagnement proposé aux personnes placées sous main de justice (PPSMJ), visant à les rendre actrices de la mesure judiciaire dont elles font l'objet et favoriser leur autonomie. 48 personnes ont ainsi intégré les équipes en 2021. La mise en place de recrutements des personnes détenues, directement au parloir avocat des centres pénitentiaires de Bois-d'Arcy et de Nanterre, a permis à 15 personnes détenues d'obtenir un aménagement de peine sur le fondement d'un contrat de travail à Espaces. 12 d'entre elles ont bénéficié d'un placement à l'extérieur et ont pu retourner au sein de leur famille et participer par leur travail aux charges du foyer, en restaurant leur autonomie et dignité.

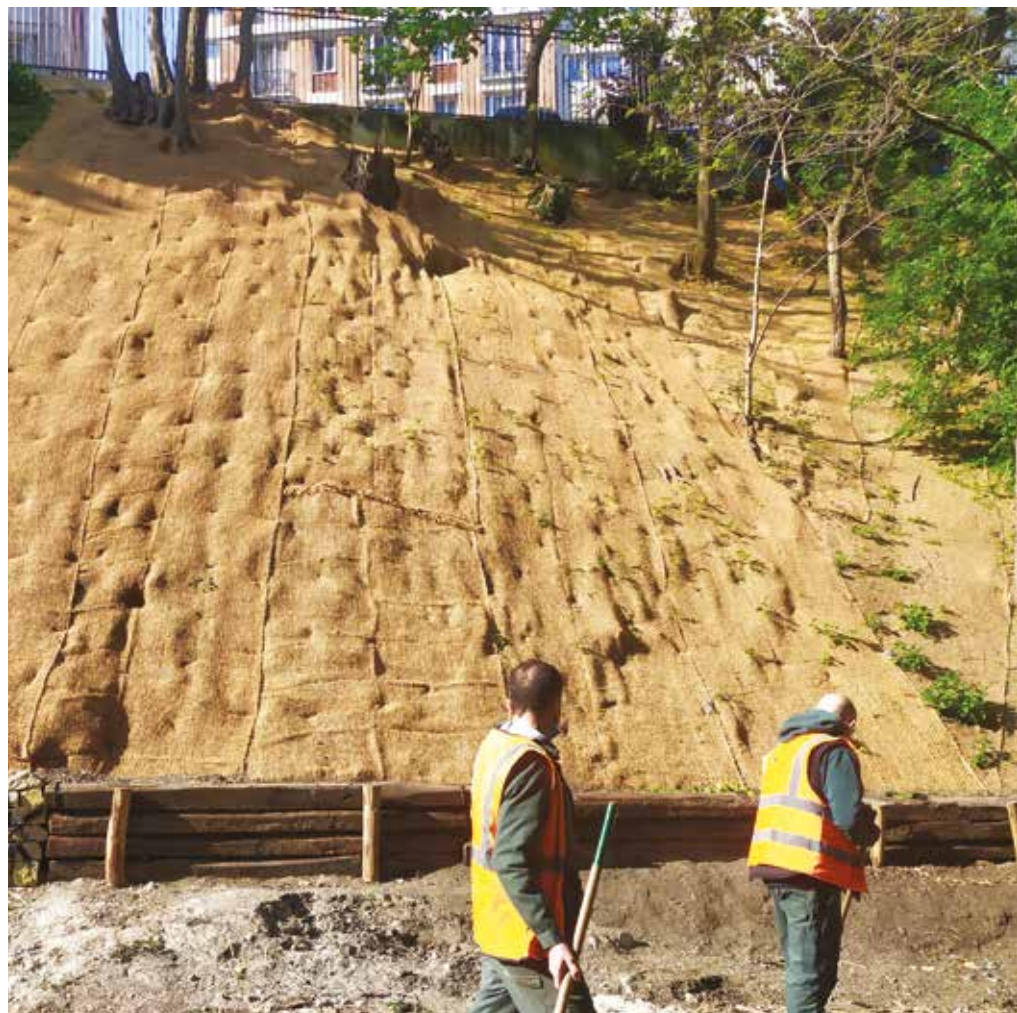
- la transmission de candidatures aux partenaires (dans les réseaux Unep, Fas, Les Bons Profils, les collectivités et villes partenaires, bailleurs sociaux...);
- des suites de parcours au sein d'autres structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE).

L'accès à des formations qualifiantes est également favorisé par :

- les partenariats noués avec des organismes tels que l'école du Breuil, le Greta, Esperem, FLES 78, CFPPA de Saint-Germain, OFPS (formation sécurité) ;

- l'accès à des prestations financées par Pôle emploi préalables à des embauches ;
- les certifications de compétences validées durant le parcours à Espaces ;
- la mise en place de formations individualisées durant les parcours financées par l'OPCO sur les fonds du PIC-IAE ;
- les parcours linguistiques et les remises à niveau scolaire, proposés dans le cadre du contrat.

© Maud Chazeau



Talus en restructuration sur la Petite ceinture parisienne



L'aide du Fonds Asile Migration et Intégration

Grâce au soutien de l'Union européenne dans le cadre du Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI), porté par la Direction générale des étrangers du Ministère de l'intérieur, 35 salariés de nationalité extra-européenne, dont 22 avec un statut réfugié, ont pu bénéficier d'un parcours linguistique à visée professionnelle. Un formateur de français langue étrangère (FLE) a été recruté et a mis en place, animé et coordonné des ateliers linguistiques avec l'appui d'une équipe de bénévoles volontaires et motivés. Les parcours proposés sont individualisés, à raison de 2 à 4 heures hebdomadaires, représentant un parcours moyen de 180 heures de formation. Une sortie culturelle dans les jardins du château de Versailles a été organisée en fin d'année.



Le retour à l'emploi durable renforcé avec le programme Seve Emploi

La candidature d'Espaces a été retenue par le comité national composé de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et la Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté (DIPLP), pour participer au programme « Seve Emploi 1 ». Ce programme mobilise la direction, l'encadrement technique et accompagnant. L'équipe a ainsi pu bénéficier d'une formation-action tout au long de l'année, afin de s'approprier les techniques de médiation active et ainsi favoriser le recrutement et le maintien en emploi de salariés. Dans ce cadre, 45 périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP) à visée emploi ont pu être réalisées par nos salariés. Espaces a privilégié les rapports directs avec les entreprises (visite de site, accueil des recruteurs au siège de l'association). Le nombre d'entreprises partenaires a été multiplié par deux en 2021, preuve de la pertinence d'un des axiomes du programme Seve : « L'action révèle les atouts ! »

Focus sur les actions de formation

248 salariés ont bénéficié d'une à plusieurs séquences de formation durant leur parcours représentant 13 027 heures de formation sur l'année.



© Maud Chazeau

Les actions de formation en situation de travail (AFEST): 8 458 heures de formation

La formation dispensée en situation de travail repose sur quatre parcours apprenants: Ouvrier du paysage, Ouvrier spécialisé en production légumière, Animateur en éducation à l'environnement vers un développement durable (EEDD) et Eco-ressourceur. Ces actions de formation visent une certification des compétences délivrée par un jury composé de professionnels du métier et reposant sur les qualifications suivantes:

- Titre professionnel Ouvrier du paysage pour les équipes d'agents d'environnement ;
- Titre professionnel Ouvrier en production légumière pour l'agriculture urbaine ;

- BPJEPS option Education à l'environnement et au développement durable pour les éco-animateurs ;

- CQP Employé de commerce pour les postes proposés à la ressourcerie, avec spécialisation Valoriste.

Les actions d'éducation à la santé et à la sécurité au travail: 759 heures de formation

Ces actions concernent la prévention des risques liés à l'activité physique (PRAP) et sauveteur secouriste du travail (SST) ; le travail le long des voies ferrées et l'habilitation à circuler sur les voies tramway-RATP ; l'hygiène alimentaire (HACCP/CCI de Paris) ; la capacité aux travaux encordés (travail en hauteur) ou à la manutention en hauteur (transport de marchandises sur les toits de CultiCime) ; les conduites addictives en milieu professionnel.

Les perfectionnements en savoirs de base, français langue étrangère (FLE) et bureautique: 3 209 heures de formation

Ces heures peuvent être réalisées au sein d'organismes de formation mais aussi en interne, animées par les bénévoles ou le formateur FLE de l'association.

Les formations individuelles liées au projet d'insertion: 601 heures

Les formations individuelles liées aux projets personnels sont réalisées sur le temps de travail et sont mises en œuvre par la coordinatrice formation en relation avec l'opérateur de compétences (OPCO) dans le cadre des financements du PIC-IAE. Elles concernent la validation de permis, Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (Caces), des perfectionnements en bureautique, etc. ■